



Parc national
du Mercantour

Décision n° 2018-312

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 18 juillet 2018 par Monsieur LECOURTIER Lionel, photographe professionnel,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » liés au territoire du Mercantour et « 4° *promotion du territoire par les communes, les stations de montagne et les offices chargés de la promotion touristique* »,

Considérant que la demande couvre les photographies réalisées dans le cœur du parc national depuis 2016 jusqu'à ce jour, mises en ligne sur le site Internet de l'auteur et susceptibles d'être commercialisées à des fins d'illustrations et d'édition,

Décide :

Article 1-:

Monsieur LECOURTIER Lionel, photographe indépendant et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues ont vocation à constituer un stock d'images valorisant les paysages et le patrimoine naturel montagnards, notamment ceux du Parc national du Mercantour. Ces images sont destinées à la vente et à l'édition.

Article 2 :

Pour les clichés réalisés de 2016 à ce jour, la présente décision vaut régularisation de la situation administrative du bénéficiaire.

Pour les nouveaux clichés, l'autorisation de prise de vues est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2018, sur l'ensemble du cœur de parc national à l'exception de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de parc national, y compris d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5: autres dispositions réglementaires relatives au cœur du parc national

5.1. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler en-dehors des itinéraires pédestres balisés de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

5.2. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du Parc national.

5.3. La présente décision ne vaut pas autorisation de déroger à la réglementation en vigueur, relative au bivouac.

5.4. Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national du Mercantour.

5.6. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du Parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

Article 6 :

6.2. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les supports illustrés de ses photographies (site internet, poster, cartes postales...), la mention suivante : « *photographies réalisées dans le cœur du Parc national du Mercantour avec l'autorisation de son Directeur* »

6.3. Le bénéficiaire adressera au siège du Parc national du Mercantour, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente :

- une copie haute définition d'au moins 10 photographies parmi les plus représentatives réalisées au cours des années 2016 et 2017 dans le cœur du parc national et mises en ligne sur son site Internet,
- une copie haute définition d'au moins 5 photographies réalisées dans le cœur du parc national parmi les plus représentatives, réalisées en 2018 dans le cadre de cette autorisation. Ces copies seront libres d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire « ©LECOURTIER Lionel photographies ».

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 8 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER